

P E T I T I O N

Dans la nuit du 14 au 15 Juillet, d'imposantes forces de police et de gendarmerie ont opéré de vastes arrestations dans la plupart des camps de travailleurs vietnamiens situés dans le territoire français. Le nombre des arrêtés s'élève d'après les premiers renseignements à près de 300. Les arrestations se produisent simultanément à Mazargues, Colgate, Port de Bouc, Montauban, Bias, Livrade, Sorgues, Privas, Romans, Montélinar, Roanne, Lyon, Belfort, Epinal, Cambrai et... Non seulement elles relèvent de l'arbitraire le plus complet, mais elles furent encore réalisées avec une brutalité révoltante. Les travailleurs ont été frappés et jetés sauvagement dans les camionnettes, conduits menottes aux poings sous la menace des mitraillettes braqués sur eux. Ailleurs, les policiers raflent les biens appartenant aux travailleurs : argent, montres, machines à écrire, vivres, cigarettes etc...

Selon les méthodes chères à la Gestapo, ces opérations furent accomplies en pleine nuit, à l'insu des populations françaises.

Ces mesures s'apparentent à celles qui furent conduites dans des conditions identiques au mois de février dernier, et qui ont été suivies de la déportation en Indochine de 126 travailleurs vietnamiens, jetés à leur arrivée dans des camps de concentration. En février comme aujourd'hui, ce sont principalement les délégués élus des travailleurs qui ont été arrêtés. Le gouvernement français ne pardonne pas aux travailleurs vietnamiens de s'être montrés solidaires des masses du Vietnam en lutte pour leur indépendance.

Sous prétexte de rapatriement, le gouvernement fait déporter les éléments les plus dévoués et les plus conscients des camps, dans l'espoir d'arriver ensuite par la menace et l'intimidation à domestiquer les travailleurs et à les soumettre au régime colonialiste et à ses fantoches Bao-dai et Xuan.

La Délégation Générale des travailleurs vietnamiens, représentant les 12.000 travailleurs vietnamiens qui résident en France, proteste avec véhémence contre ces arrestations arbitraires. Elle appelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques à protester vigoureusement contre ces mesures scandaleuses à tout mettre en oeuvre pour empêcher que les travailleurs arrêtés soient déportés au Vietnam où ne les attendent que les camps de concentration et la mort, et à imposer leur libération. Elle demande aux populations qui côtoient depuis de longues années les travailleurs vietnamiens de marquer leur réprobation à l'égard des mesures policières en signant massivement la présente pétition.

Le 19 Juillet 1948.
La Délégation Générale des travailleurs
vietnamiens.